

APN : OULD KABLIA ÉPINGLE ZIARI ET BELKHADEM :

«C'est Bouteflika qui a évité une grave crise entre les deux Chambres»

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a fait une sortie pour le moins inattendue, hier, lorsqu'il répondait aux députés qui venaient de clore la deuxième journée consacrée aux débats sur la nouvelle loi électorale. Daho Ould Kablia s'en prendra, sans les nommer, à Ziari et Belkhadem lorsqu'il expliquera la position du gouvernement sur un amendement controversé de la loi en question.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Je n'ai pas eu le temps de préparer une réponse écrite à toutes les préoccupations soulevées par les députés», commençait par dire le ministre de l'Intérieur qui promettait de le faire ultérieurement auprès de la commission juridique de l'Assemblée populaire nationale. Il s'agit, entre autres, des articles 67 et 93 traitant du «nomadisme politique» et de l'obligation pour les ministres candidats aux élec-

tions de déposer leur démission trois mois avant l'échéance électorale. Mais il y a un point sur lequel Ould Kablia s'attardera particulièrement. «Et sur ce point, j'ai bien préparé ma réponse par écrit», tenait-il à préciser. «Il s'agit de l'article 83 qui traite de l'élection du président de l'Assemblée populaire communale. Le gouvernement avait fait une proposition claire à ce sujet dans la loi portant code communal (adopté en mai 2011, ndlr).

Or, la commission juridique de l'APN avait jugé utile de l'amender. Soit. Elle le fractionnera même et cela a donné l'article 69 et l'article 69 bis. C'est aussi le droit des députés de le faire. Mais tout a changé après l'amendement fait en plénière. Cet amendement a failli d'ailleurs provoquer une grave crise entre les deux Chambres du Parlement, n'était l'intervention du premier magistrat du pays.» C'est la première fois que l'on reconnaît, à ce niveau, et de manière aussi explicite, la grave crise provoquée par le fameux amendement oral fait par le président de la commission juridique, Mohamed Khaldoune.

Sur instruction de Abdelaziz Belkhadem, et avec la complicité du président de l'APN, Abdelaziz Ziari, Khaldoune, député FLN

également, introduit un amendement oral dans cet article du code communal en violation du règlement intérieur de l'Assemblée. Une situation aggravée, par la suite, par Ziari et ses services qui en fera un ajout sur la copie qui devait être envoyée au Sénat, en dehors de la plénière ! Ce qui est en parfaite violation de la Constitution. Il aura donc fallu l'intervention de Abdelaziz Bouteflika en personne pour dissuader Abdelkader Bensalah de bloquer ladite loi au niveau de la deuxième Chambre. Au même titre d'ailleurs que l'amendement introduit dans la loi de finances complémentaire pour 2011 autorisant l'importation de la friperie.

Deux amendements faits par l'APN et qui ont irrité Bouteflika au plus haut point. Il avait ordon-

né au gouvernement de rectifier le tir ultérieurement et, en l'espèce, l'article 83 du nouveau code électoral est venu rattraper la bourde de l'article 69 du code communal. Et sur ce point, Ould Kablia s'explique : «L'article (83 ndlr) est très clair. Or, l'amendement fait par la commission juridique jette à nouveau le flou sur le mode d'élection du P/APC. Aussi, le deuxième chapitre contredit le premier de ce même article 83.»

Il faut dire que cet amendement est également l'œuvre du FLN ! Il faut certainement s'attendre à d'autres «surprises» dans les autres réponses écrites qu'enverra Ould Kablia à la commission juridique dans les jours à venir.

K. A.

CRISES DANS LE MONDE ARABE

L'internationale de gauche se cherche un rôle

La secrétaire générale du Parti des travailleurs a, en sa qualité de coordinatrice de l'Entente internationale des travailleurs, présidé, hier, au siège de son parti, la réunion de coordination de l'EIT. Dans son allocution d'introduction, concise, puisque transcrite et lue, Louisa Hanoune a fait le choix de ne pas trop s'attarder sur les affaires «domestiques».

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - La joie de Louisa Hanoune ne pouvait être complète, puisque de nombreux invités à la réunion n'ont pu y prendre part. Certains, victimes de répression, comme c'est le cas pour le représentant pakistanaï, d'autres pour des problèmes de santé (Allemagne et Etats-Unis) et d'autres pour des contraintes professionnelles ou syndicales (Russie, Brésil et Espagne). Elle n'a eu de choix que de faire avec cet aléa, d'autant que la réunion coïncide avec le 23^e anniversaire des événements d'Octobre 1988. D'ailleurs, c'est par l'évocation du 5 Octobre qu'elle a entamé son discours.

La patronne du PT a estimé que le soulèvement d'Octobre 88 est le produit de la politique du remboursement de la dette extérieure de l'Algérie. De plus, pour elle, le soulèvement «n'était pas une révolution puisqu'il n'a pas fait jonction avec la classe ouvrière».

Sur sa lancée, Louisa Hanoune a dressé un parallèle de causalité entre le soulèvement populaire de 1988 et les révoltes tunisienne et égyptienne. Selon elle, que ce soit en Tunisie ou en Égypte, les révolutions traduisent une rupture avec les injonctions du FMI ainsi qu'avec les régimes soumis au diktat de l'impérialisme.

Evoquant le cas libyen, la secrétaire générale du PT n'a pas hésité à parler de «coup d'Etat international» qui intervient dans le cadre du projet américain du Grand-Moyen-Orient (GMO). «On a vu l'intervention de l'Otan et celle au sol des forces spéciales françaises et britan-

niques, avec le soutien financier du Qatar», a-t-elle rappelé, avant de mettre l'accent sur le risque de morcellement de la Libye. «Il y a des tentatives d'instrumentalisation des questions touareg et amazighes. Il y a un risque de balkanisation de la Libye.» Enchaînant, elle a fait cas de dangers qui guettent les pays limitrophes de la Libye, en raison des armes distribuées aux civils et l'apparition, concomitamment à l'intervention de l'Otan, d'Al Qaïda. Louisa Hanoune a considéré, par ailleurs, que le FMI tente à nouveau d'étrangler la Tunisie, l'Égypte et la Libye en leur proposant une aide de 80 milliards de dollars conditionnée par des réformes. S'agissant

de l'Algérie, elle a fait part de pressions politiques énormes exercées sur le pouvoir. Elle a souligné, aucunement critique, que son parti prend part au débat autour des réformes politiques engagées. Elle a également estimé que des «avancées ont été enregistrées lors de la dernière tripartite». Prenant la parole, le Français Daniel Gluckstein, membre de la coordination de l'EIT, a dénoncé «le rôle négatif de l'Union européenne pour les pays de l'Europe» ainsi que «les plans de rigueur» qu'elle impose. Le secrétaire général de l'UGTA, Madjid Sidi Saïd, n'a pas souhaité prendre la parole.

S. A. I.

M'HAND BERKOUK, EXPERT EN STRATÉGIE ET SÉCURITÉ :

«El Keddafi a toujours constitué une menace pour l'Algérie»

M'hand Berkouk, expert en questions stratégiques et sécuritaires, a déclaré, hier concernant la crise libyenne et les révolutions dans les pays arabes, que la situation évolue vers une «modélisation de la déstabilisation à travers le monde». Les conférenciers intervenant au Centre de recherche stratégique et sécuritaire ont, pour leur part, évoqué «la menace sur la région pouvant découler de la fuite d'armes de Libye» ainsi que les effets de la crise libyenne sur toute la zone du Sahel.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «L'utilisation du principe de protection pour la chute d'un régime est une première historique», a expliqué, hier, M'hand Berkouk du Centre de recherche stratégique et sécuritaire. Le spécialiste, optant pour une lecture politique de la crise libyenne, a décrit une «déconstruction systémique d'un modèle politique atypique». Le conférencier évoquera la destruction des instances sécuritaires en Libye. «Avec la destruction des instances sécuritaires et l'ingérence, il y a une tentative de créer une certaine crédibilité

politique pour les insurgés», a déclaré M. Berkouk. Pour sa part, Benamor Bendjana, colonel à la retraite, rappellera que l'Algérie et la Libye partagent près de 1 000 km de frontières, «dans une zone saharienne qui n'est pratiquement connue que des autochtones». Il s'agit, aussi selon l'intervenant, de compter avec le départ rapide du régime libyen.

«Cette situation constituera un danger dans la zone qui peut durer dans le temps du fait de la difficulté de créer rapidement un Etat de nouveau. Cela notamment en raison de l'absence de courants poli-

tiques organisés», a expliqué Benamor Bendjana.

Le spécialiste notera, par ailleurs, que la Libye a vu arriver une lutte armée organisée et l'intervention des forces de l'Otan. «Cette coordination avec les actions militaires entre ciel et terre n'était pas facile à réaliser et n'aurait pu se faire sans les experts de l'Otan sur le terrain. Les révolutionnaires ne constituaient que de la chair à canon, c'était l'Otan qui organisait et coordonnait les actions militaires. Pour preuve, les soi-disant retraits tactiques de la résistance étaient en fait effectués dans le but de se retirer et de laisser les interventions aériennes détruire tout ce qu'il y avait au sol», expliquera le conférencier qui notera que cette apparition rapide de la résistance libyenne aura eu pour conséquence, l'apparition de l'aile djihadiste et cela avec une présence certaine des courants islamistes dans l'après-Kaddafi. L'apparition

des groupes armés et aussi la fuite de quantités importantes d'armes de tous genres constituent un danger certain pour l'Algérie, assure le spécialiste, ajoutant que les armes qui seront détournées sont celles qui seront utilisées dans les conflits asymétriques.

«Ces armes dont on ne retrouve pas la trace se retrouveront inévitablement dans les conflits dans les régions du Sahel, où ils sont récurrents. Ces armes peuvent y apparaître à tout moment. Il y a aussi le crime organisé et les commerces prohibés ainsi que la commercialisation d'armes qui constituent une menace.

Par ailleurs et en dépit de la vigilance et des moyens déployés par les forces de sécurité, ces armes peuvent se retrouver en Algérie», explique Benamor Bendjana. Le conférencier dira enfin : «Le printemps arabe et les révolutions ont été avortés par l'intervention de l'Otan en Libye.»

F.-Z. B.

Farouk Ksentini nous écrit

En réponse à Madame Leïla Aslaoui, qui m'a interpellé par la voie de votre journal en empruntant sa formule à M. Georges Marchais qui s'adressait alors sur un plateau de télévision en les termes suivants : «Taisez-vous El Kabbach !», je prendrai la liberté de répliquer à mon interpellatrice par la supplique suivante : «Soignez-vous M^{me} Aslaoui, soignez-vous !»

Farouk Ksentini, président de la CNCPPDH